



PREUVE DE DEPOT N° A-9-2MW06A6U5

DECLARATION INITIALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE RELEVANT DU REGIME DE LA DECLARATION
Article R512-47 du code de l'environnement

Nom et adresse de l'installation :

CARREFOUR CONTACT CHATEAUNEUF MARTIGUES	PREFECTURE DES B-D-R ARRIVEE DCLE
CHEMIN DE PATAFLOUX	16 OCT. 2019
	BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX REGLEMENTES POUR LA PROTECTION DES MILIEUX
13220	CHATEAUNEUF LES MARTIGUES

Départements concernés :

--

Communes concernées :

--

La mise en œuvre de l'installation nécessite un permis de construire :
Si oui, le déclarant s'est engagé à déposer sa demande de permis de construire en même temps qu'il a adressé la présente déclaration (article L512-15 du code de l'environnement).

Sur le site, le déclarant exploite déjà au moins :

- une installation classée relevant du régime d'autorisation :
Rappel réglementaire : si oui, le projet est considéré réglementairement comme une modification de l'autorisation existante (article R512-33-II du code de l'environnement) et il sera soumis à l'avis de l'inspection des installations classées. Une note précisant l'interaction de la nouvelle installation avec les installations existantes a été jointe à la déclaration.
- une installation classée relevant du régime d'enregistrement :
- une installation classée relevant du régime de déclaration :

Epandage de déchets, effluents ou sous-produits sur ou dans des sols agricoles :

Demande d'agrément pour le traitement de déchets (article L541-22 du code de l'environnement)
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui dispose d'un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments pour refuser l'agrément ou imposer des prescriptions spéciales (article R515-37 du code de l'environnement).

Le projet est soumis à évaluation des incidences Natura 2000 :
Rappel réglementaire : si oui, le dossier d'évaluation des incidences sera soumis à l'avis du service préfectoral compétent et le déclarant ne peut pas réaliser son projet tant qu'il n'a pas obtenu l'autorisation au titre de Natura 2000. En l'absence de réponse de l'autorité administrative dans un délai de 2 mois à partir de la réception du dossier (l'éventuelle demande de compléments suspend le délai), le projet peut être réalisé au titre de Natura 2000 (article R414-24 du code de l'environnement).

Demande de modification de certaines prescriptions applicables :
Rappel réglementaire : si oui, cette demande sera soumise à l'avis de l'autorité administrative qui statue par arrêté (article R512-52 du code de l'environnement). L'absence de réponse dans un délai de 3 mois à partir de la réception du dossier et des éventuels compléments vaut refus (décret n° 2014-1273 du 30 octobre 2014).

Installations classées objet de la présente déclaration :

Numéro de la rubrique de la nomenclature des installations classées	Alinéa	Désignation de la rubrique	Capacité de l'activité	Unité	Régime ¹ (D ou DC)
1435	2	Stations service	3120	m3	DC
4734	2-c	Produits pétroliers spécifiques et carburants	65	t	DC

Rappel réglementaire relatif au contrôle périodique :

Les installations dont les seuils sont précisés dans la nomenclature sous le sigle « DC » (Déclaration avec Contrôle périodique) sont soumises à un contrôle périodique permettant à l'exploitant de s'assurer que ses installations respectent les prescriptions applicables (article R512-55 et suivants du code de l'environnement). Ces contrôles sont effectués à l'initiative et aux frais de l'exploitant par des organismes agréés (article L512-11 du code de l'environnement). La périodicité du contrôle est de 5 ans maximum, sauf cas particulier (article R512-57 du code de l'environnement). Le premier contrôle d'une installation doit avoir lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service, sauf situation particulière précisée à l'article R512-58 du code de l'environnement.

Exception : l'obligation de contrôle périodique ne s'applique pas aux installations relevant de la déclaration lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement (article R512-55 du code de l'environnement).

Les références des prescriptions générales applicables à chaque rubrique de la nomenclature des installations classées sont mises à disposition sur le site internet des préfectures concernées par l'implantation des installations :

- prescriptions générales ministérielles²,
- éventuelles prescriptions générales préfectorales.

Rappel réglementaire relatif aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation :

Les prescriptions générales ministérielles sont applicables aux installations soumises au régime de déclaration incluses dans un site qui comporte au moins une installation soumise au régime d'autorisation dès lors que ces installations ne sont pas régies par l'arrêté préfectoral d'autorisation (article R512-50-II du code de l'environnement).

Déclarant : MS DISTRIBUTION

Le déclarant a confirmé avoir pris connaissance des prescriptions générales applicables aux activités objet de la présente déclaration et notamment des éventuelles distances d'éloignement qui s'imposent pour l'implantation de l'installation.

Date de la déclaration initiale : 14/10/2019

Le déclarant a demandé à être contacté par courrier postal pour la suite des échanges : NON

¹ D : Régime de déclaration, DC : Régime de déclaration avec contrôle périodique.
² Les prescriptions générales ministérielles sont également consultables sur le site internet : <http://www.ineris.fr/aida/>



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES BOUCHES-DU-RHÔNE

PRÉFECTURE

DIRECTION DE LA CITOYENNETÉ, DE LA LÉGALITÉ
ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DES INSTALLATIONS ET TRAVAUX
RÉGLEMENTÉS POUR LA PROTECTION DES MILIEUX

Dossier 2019-358-D suivi par : Mme MOUGENOT

☎ 04.84.35.42.64.

✉ marion.mougenot@bouches-du-rhone.pref.gouv.fr

Marseille, le

20 DEC. 2019

Monsieur le Gérant,

En date du 14 octobre 2019, vous avez déposé via l'application nationale GUP une déclaration initiale d'une installation classée relevant du régime de la déclaration relative à la création d'une station service automatique sans personnel (rubriques ICPE n°1435-2 et n°4734-2-c sur votre site implanté chemin de Patafloux à Châteauneuf-les-Martigues-13220.

Après examen de ces documents, votre dossier apparaît conforme aux dispositions de l'article R.512-47 du code de l'Environnement.

Ainsi je vous informe que la preuve de dépôt n° A-9-2MW06A6U5 qui vous a été délivrée le 14 octobre 2019 sur le site www.service-public.fr vaut récépissé de déclaration conformément au décret n°2015-1614 du 9 décembre 2015 et, que ce document ne dispense pas l'intéressé des autres autorisations administratives prévues par des textes autres que celui du code de l'environnement, Livre V, Titre 1^{er}, Chapitre II (permis de construire, etc...).

Enfin, je vous rappelle que vous devez respecter les prescriptions applicables au titre des rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, pour lesquelles votre activité est soumise, qui sont consultables sur le site internet suivant : www.ineris.fr/aida/ ; À défaut, vous vous exposez aux sanctions administratives prévues par l'article L.171-8 du Code de l'Environnement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Gérant, l'expression de ma considération distinguée.

Monsieur le Gérant
de la Société MS DISTRIBUTION
CARREFOUR CONTACT
Chemin de Patafloux
13220 Châteauneuf-les-Martigues

Pour le Préfet,
Le chef de bureau

Gilles BERTOTHY